



Sarkozy en Algérie : service minimum

Qui parle affaire ne se fait pas la guerre. La visite du président français Nicolas Sarkozy en Algérie du 3 au 5 décembre ne pâtera pas de l'Histoire. Et ce malgré la vieille polémique sur le devoir de mémoire. Tourner la page oui, s'excuser non.

Le 26 novembre, un quotidien algérien publiait les propos du ministre des Anciens combattants, Mohammed Cherif Abbès, sur l'influence d'un lobby juif dans l'élection de Nico-

las Sarkozy, déclenchant une vive polémique avant la visite du président français en Algérie les 3, 4 et 5 décembre. Bien que le ministre ait été désavoué par le président algérien Abdelaziz Bouteflika, la tension restait palpable. Contrairement à Jacques Chirac, Nicolas Sar-

kozy ne jouit pas d'une image positive auprès des Algériens. Et pour cause. Ses déclarations douteuses lors des émeutes en banlieue, ses propos sur la repentance qui «parfois touche aux confins du ridicule» lors de la polémique sur le «rôle positif» de la colonisation en 2005, son acharnement durant la campagne présidentielle sur «la mode exécutable de la repentance» qui «n'est rien d'autre qu'une forme de haine de soi» ou encore son affirmation en juillet à Dakar que «nul ne peut demander aux générations d'aujourd'hui d'expié le crime perpétré par les générations passées» ne sont pas oubliés. Par ailleurs, la création d'un ministère de l'Immigration et de l'identité nationale, la limitation des visas

■ Au premier plan, les présidents français et algérien, A. Bouteflika et N. Sarkozy. Ce dernier est venu accompagné de R. Dati, B. Kouchner, C. Lagarde et F. Amara.

– 120 000 en 2006 au lieu de 270 000 en 2001 – ainsi qu'une politique jugée pro-Israélienne ne jouent pas non plus en sa faveur au sein de l'opinion publique algérienne.



Condamner sans s'excuser

On est loin du traité d'amitié franco-algérien voulu par son prédécesseur. Dans une interview du 4 décembre, Kader Abderrahim, chercheur associé à l'Institut de Relations internationales et stratégiques de Paris, spécialiste du Maghreb, explique que «le traité d'amitié franco-algérien est totalement enterré et oublié. Les Algériens et les Français vont signer un traité simplifié minimum, un peu à l'image du traité constitutionnel européen. Un certain nombre de thèmes courants dans les relations bilatérales feront l'objet d'un rappel à l'ordre, sans plus».

Dans ce contexte tendu, Nicolas Sarkozy s'est finalement voulu plus conciliant, affirmant qu'*'il ne faut pas ignorer [l'Histoire] mais l'assumer»* et que le système colonial était «profondément injuste», sans aller toutefois jusqu'aux excuses réclamées des Algériens pour les crimes commis pendant la colonisation. Kader Abderrahim précise que «la question de la mémoire n'était pas un enjeu au cours de cette visite d'Etat et Nicolas Sarkozy a fait le ser-

vice minimum à la fois pour faire taire les polémiques mais en même temps pour camper sur ses positions». Et pourtant, selon Kader Abderrahim, «le sujet qui sera le plus évoqué dans les coulisses mais qui sera totalement absent des discours officiels est cette question de la mémoire. Les Algériens sont extrêmement exigeants. Ils demandent une reconnaissance

lion d'Européens, que l'on appelle les Européens d'Algérie, qui ont quitté l'Algérie au moment de l'indépendance».

Quant à Bouteflika, il n'a pas hésité à critiquer, devant son homologue français, les expulsions d'immigrés clandestins pratiqués par les pays européens, dont la France. Ces expulsions constituaient l'un des socles de la politique de Sarkozy lorsqu'il était ministre de l'Intérieur. Le ministre actuel de l'Immigration Brice Hortefeux prévoit d'en renvoyer 25 000 pour l'année 2007.

Le plein de contrats

Les débats houleux sur le travail de mémoire n'ont cependant pas affecté le pan économique de la visite de Sarkozy escorté par 150 chefs d'entreprises. Des contrats à hauteur de 5 milliards d'euros ont ainsi été signés, sans surprise, dans les secteurs de la pétrochimie, du gaz naturel et de l'énergie. Les grands bénéficiaires ne sont autres que Total, Gaz de France et Alstom. De plus, un accord a été conclu sur «l'utilisation et le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques», le premier accord de ce type signé avec un pays arabo-musulman. Fort des affaires conclues et à défaut d'excuses, Sarkozy a terminé sa visite par un message qu'il a voulu tourné vers l'avenir, soulignant sa volonté de construire l'Union de la Méditerranée sur l'amitié franco-algérienne. Ce à quoi Bouteflika a répondu que l'Algérie y contribuera dès lors qu'il sera précisé quelle

place ce nouvel organisme devait prendre aux côtés de ceux déjà en place, faisant notamment allusion au processus de Barcelone. Avant même la fin de la visite d'Etat, l'Elysée s'est efforcé de qualifier le voyage de «succès». Un haut responsable de la présidence n'a pas hésité à commenter : «*Quand vous circulez dans Alger, vous voyez bien qu'il n'y a pas que matière à excuses*». Sans doute en rappel au «rôle positif» de la colonisation.

La presse algérienne pour sa part n'a pas lésiné sur les critiques. Alors que «Liberté» affichait «*Encore un effort, monsieur le président, sur le passé colonial de la France*», El Watan dénonçait «la dérobade de Sarkozy». Dans le même sens, le ministre de l'Intérieur algérien Yazid Zerhouni constatait un progrès qui reste insuffisant. Dans l'ensemble, c'est bien la continuité qui l'a emporté.

Last but not least, le soir même de son retour à Paris le président accueillait les associations de rapatriés et de harkis à l'occasion de la Journée annuelle d'hommage aux combattants morts pour la France pendant la guerre d'Algérie. Un geste qu'Alger n'appréciera pas forcément. ■

AMINA BOUBIA